

DROIT SOCIAL

n° 5 - Mai 2014

TRIBUNE

- Une relégitimation nécessaire de la (vraie) prise d'acte
Jean-Emmanuel RAY 397

ÉTUDES

Sources

Le droit souple dans la vie de l'entreprise et de la fonction publique : une tension féconde avec le droit dur

Jacky RICHARD et Laurent CYTERMANN 400

De l'impuissance du droit social européen
Julien ICARD 408

Travail forcé, RSE et sous-traitance dans l'industrie textile en Asie : réflexion sur l'action de l'OIT
Marie-Ange MOREAU 413

Contrat de travail

L'intervention des représentants du personnel en cas de « grand » licenciement collectif dans une entreprise en difficulté
David JACOTOT 423

Négociation collective

La « démocratie sociale » constitutionnalisée ?
Vincent BONNIN 428

La célébration de l'accord collectif d'entreprise
Elsa PESKINE 438

Droit pénal du travail

Critique du droit pénal du travail – Première partie
Laurent GAMEY 446

Les formes d'exploitation par le travail sanctionnées pénalement et la loi n° 2013-711 du 5 août 2013
Élisabeth FORTIS 458

Protection sociale

Chronique de protection sociale complémentaire
Sylvie HENNION, Marion DEL SOL, Philippe PIERRE et Michel HALLOPEAU 464

ACTUALITÉS

L'indemnité contractuelle de licenciement : révision plutôt qu'annulation
Jean MOULY 481

Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux
Franck PETIT 486

Sommaire

Tribune

Une relégitimation nécessaire de la (vraie) prise d'acte

Jean-Emmanuel RAY

Études

Sources

- 400 Le droit souple dans la vie de l'entreprise et de la fonction publique : une tension féconde avec le droit dur
Jacky RICHARD et Laurent CYTERMANN
- 408 De l'impuissance du droit social européen – À propos des règles de calcul des effectifs
Julien ICARD
- 413 Travail forcé, RSE et sous-traitance dans l'industrie textile en Asie : réflexion sur l'action de l'OIT
Marie-Ange MOREAU

Contrat de travail

- 423 L'intervention des représentants du personnel en cas de « grand » licenciement collectif dans une entreprise en difficulté – Retour sur le jugement du tribunal administratif de Montreuil du 20 décembre 2013
David JACOTOT

Négociation collective

- 428 La « démocratie sociale » constitutionnalisée ?
Vincent BONNIN
- 438 La célébration de l'accord collectif d'entreprise – Quelques enseignements de la loi relative à la sécurisation de l'emploi
Elsa PESKINE

Droit pénal du travail

- 446 Critique du droit pénal du travail – Première partie
Laurent GAMET
- 458 Les formes d'exploitation par le travail sanctionnées pénalement et la loi n° 2013-711 du 5 août 2013
Élisabeth FORTIS


Protection sociale

- 464 Chronique de protection sociale complémentaire
Sylvie HENNION, Marion DEL SOL, Philippe PIERRE et Michel HALLOPEAU




Index

Actualités


Sources

- 474 L'article 24 de la Charte sociale européenne sur le droit des salariés à ne pas être licencié sans motif valable est d'effet direct (CE 10 févr. 2014)
Jean MOULY 



Contrat de travail

- 477 La clause d'exécution alternative du contrat de travail au domicile du salarié ou dans l'entreprise : pouvoir de direction de l'employeur ou modification du contrat ? (Soc. 12 févr. 2014)
Jean MOULY 
- 479 La clause prévoyant la rupture du contrat de travail en cas de retrait du permis de conduire du salarié ne peut justifier un licenciement (Soc. 12 févr. 2014)
Jean MOULY 
- 481 L'indemnité contractuelle de licenciement : révision plutôt qu'annulation (Soc. 5 mars 2014)
Jean MOULY 

Conventions et accords collectifs

- 483 Les modalités impératives de conclusion d'un accord collectif (Soc. 4 févr. 2014)
Franck PETIT 

Institutions représentatives du personnel

- 485 Le bénéfice attendu d'une liste commune pour désigner un délégué syndical (Soc. 14 janv. 2014)
Franck PETIT 
- 486 Les conséquences d'un transfert des contrats de travail sur les mandats syndicaux (Soc. 19 févr. 2014)
Franck PETIT 

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET UNION EUROPÉENNE

- 408 CJUE ■ Questions préjudicielles ■ Décompte des effectifs ■ Contrats précaires ■ Exclusion
- 474 Charte sociale européenne ■ Article 24 ■ Effet direct ■ Licenciement ■ Secrétaire général de chambre des métiers
- 488 Libre circulation des personnes ■ Citoyenneté européenne ■ Protection sociale ■ Prise en charge des soins

CONTRAT DE TRAVAIL

- 397 Rupture du contrat de travail ■ Prise d'acte de la rupture du contrat de travail ■ Définition ■ Recadrage jurisprudentiel
- 477 Modification du contrat de travail ■ Lieu de travail

CONVENTION COLLECTIVE

- 428 Négociation collective ■ Démocratie sociale ■ Projet de loi constitutionnelle ■ Contenu
- 438 Accord d'entreprise ■ Négociation collective d'entreprise ■ Loi du 14 juin 2013 ■ Évolutions
- 483 Accord d'entreprise ■ Conditions de validité ■ Règle majoritaire ■ Ordre public

DROIT INTERNATIONAL ET COMPARÉ

- 413 OIT ■ Rôle ■ Lutte contre le travail forcé ■ Accord-cadre international ■ Asie

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

- 446 Critique ■ Incriminations ■ Répression ■ Perspective ■ Reconfiguration
- 458 Traite des êtres humains ■ Loi du 5 août 2013 ■ Reconfiguration de l'infraction ■ Conséquences

ENTREPRISE

- 400 Généralités ■ Droit souple ■ Fonction publique ■ Droit dur ■ Imbrication ■ Étude annuelle 2013 du Conseil d'État

LICENCIEMENT

- 423 Licenciement économique ■ Licenciement collectif ■ Sécurisation de l'emploi ■ Application ■ Information et consultation ■ Délégation unique du personnel
- 479 Cause réelle et sérieuse ■ Vie privée ■ Permis de conduire ■ Suspension ■ Lettre de licenciement ■ Contenu
- 481 Indemnité de licenciement ■ Indemnité contractuelle de licenciement ■ Révision ■ Pouvoir du juge ■ Réduction

SÉCURITÉ SOCIALE

- 464 Protection sociale complémentaire ■ Chronique

SYNDICAT PROFESSIONNEL

- 485 Représentativité syndicale ■ Critère de représentativité ■ Audience électorale ■ Décompte des voix ■ Liste commune ■ Règles de répartition ■ Délégué syndical ■ Désignation
- 486 Délégué syndical ■ Mandat ■ Transfert d'entreprise ■ Conséquences

TRAVAIL

- 428 Généralités ■ Démocratie sociale ■ Projet de loi constitutionnelle ■ Contenu ■ Domaine d'application ■ Portée
- 487 Généralités ■ Démocratie sociale ■ Compétitivité des entreprises et sécurisation de l'emploi ■ Actes de colloque
- 488 Généralités ■ Droit des mineurs
Généralités ■ Genre ■ Définition ■ Enjeux